

LA GRIFFE DE L'ÉDUCATION N°7

Bulletin du Syndicat CNT des travailleurs de l'éducation des Hauts-de-Seine - Novembre 2008

Grève nationale du 20 novembre : parce qu'il est urgent d'agir... avant qu'il ne soit trop tard

LA THÉORIE DE LA GRENOUILLE

Connaissez vous la théorie de la grenouille ? Non ? Prenez une grenouille, jetez-la dans une eau bouillante : elle s'échappe sans demander son reste. Prenez la même grenouille, mais cette fois, plongez-la dans une eau pas trop froide. Faites chauffer cette eau à feu doux. La grenouille ne sentira pas l'eau se réchauffer et finira bouillie ! Nous, les travailleurs de l'éducation, baignons dans une eau plutôt tiède. Encore agréable. Légèrement chaude, mais soutenable. Parce que notre niveau de tolérance est en train d'augmenter d'une façon préoccupante ! On s'habitue. Et pourtant : suppressions de postes, heures supplémentaires, démantèlement des RASED, fin de la carte scolaire...

Suppressions de postes

L'Education Nationale subit une suppression de 13 000 postes cette année et d'ici 2012, il en est prévu 10% des postes actuels, soit 80 000. Précisons que, sur 11 200 postes supprimés, 8 830 touchent les collèges et les lycées du public dont 4 200 sont transformés en heures supplémentaires. Le ministre de l'Education évoque une baisse des effectifs d'élèves (40 600 de moins cette année en collèges et lycées publics). Pourtant, une étude du graphe de l'évolution du nombre d'élèves dans le secondaire fourni par le ministère de l'Education Nationale nous révèle une augmentation du nombre d'élèves dès 2010 ! Sachant cela, pourquoi ne pas en avoir profité pour alléger les classes, les doubler avec le même effectif d'enseignants ? Car la logique est tout autre comme M. Darcos l'a expliqué récemment : « Je n'ai aucun complexe à défendre le non-renouvellement d'un certain nombre d'emplois, car le poids de la dette est considérable ». L'Education Nationale est donc gérée comme une entreprise dont le patron n'est autre que l'Etat, et les principaux et proviseurs, ses managers... Serons-nous les futurs travailleurs sous contrat privé (ce qui arrive déjà à des maîtres auxiliaires ou à des contractuels de plus de 6 ans embauchés en CDI) avec des élèves devenus des « clients » ?

Heures supplémentaires

Des heures sup pour les profs du secondaire... acceptons-en une, puis deux, puis trois, et nos services passeront de 18 à 21 puis 24 heures, et alors... Une aide personnalisée le soir après la classe au primaire, et alors... notre métier n'est pas si fatigant !

Alors qu'est-ce qu'on fait ?

On attend d'être bouilli par cette eau encore tiède ou on s'organise sérieusement à la base pour défendre nos statuts, nos conditions de travail et améliorer ces dernières afin d'être pleinement à l'écoute des élèves pour leur permettre d'apprendre le mieux possible ?



Le RASED

Le réseau d'aide (RASED) va être démantelé tout doucement pour que la baisse du recrutement passe inaperçue. Nos élèves n'ont pas besoin de tant d'aide, on se débrouillera, et les nouveaux remplaçants qui arriveront directement de l'ANPE (pardon, du pôle emploi) feront bien l'affaire !

Carte scolaire

Parlons enfin de la suppression de la carte scolaire qui aura lieu en 2010. Certains y voient la fin de l'hypocrisie de l'Education Nationale où seuls les parents des milieux aisés savent quelle démarche entreprendre pour initier une dérogation, d'autres rêvent d'une école de niveau où tous les bons élèves ont la possibilité de se retrouver dans les meilleurs (sic) établissements et ce quelle que soit la classe sociale. Pourtant, le scénario est écrit et tout va se dérouler comme prévu à la grande joie des amoureux du triage sélectif.

**Pour les enseignants
grévistés du 92 nord,
il faut continuer la
lutte.**

Les enseignants grévistes du 92 Nord réunis en A.G. le 7 octobre 2008 dénoncent les attaques du projet Darcos (la suppression massive de postes , le démantèlement des R.A.S.E.D, la mise en place des nouveaux programmes...). En tant qu'enseignants mais aussi en tant que salariés du service public, nous dénonçons : l'atteinte au droit de grève, la modification des statuts, la dégradation des conditions de travail. Nous savons le poids et le coût de l'engagement par la grève mais nous pensons qu'il est maintenant urgent et surtout indispensable d'imposer massivement et unitairement à ce gouvernement une politique radicalement différente pour construire un réel service public d'éducation de qualité et ambiteux pour tous.

Des emplois indispensables...

MAIS LA PRÉCARITÉ À LA CLÉ ET DES STATUTS AU RABAIS !

La crise financière a causé le gâchis de plusieurs milliers de milliards d'euros. La responsabilité en incombe aux banques qui ont spéculé avec l'argent qui leur est confié mais aussi aux pouvoirs publics, bien contents de laisser le marché jouer avec des sommes considérables. En attendant, dans les écoles, les collèges, les lycées, des milliers de salariés en CAE, en Contrats d'Avenir (CAV), assurant des missions de secrétariat, de surveillance, d'intégration d'enfants handicapés sont arrivés en fin de contrat, au printemps dernier, cet été... et plusieurs milliers d'autres sont menacés.

Les salariés en contrat « aidé » (CAE-CAV) assurent de vraies missions dans les établissements scolaires. Leur départ cause le plus grand désarroi pour eux mais aussi pour les enfants auprès desquels ils interviennent, pour les équipes avec lesquelles ils travaillent. Ils sont devenus incontournables ! Les CAE, les CAV et les élèves dont ils s'occupent ne sont pas des variables d'ajustement !

L'Etat licencie donc massivement et en même temps, Sarkozy annonce, à grands renforts de médias, la création prochaine de 100 000 nouveaux emplois précaires, pour faire face à la crise. Mais que vont devenir les collègues arrivés en fin de contrats ? En quoi la précarité est-elle une réponse acceptable ? Ces emplois, la société en a vraiment besoin. Pourquoi, alors, seraient-ils précaires ? Les missions qu'assurent les CAE-CAV-EVS dans les écoles, les collèges et les lycées, sont de vraies missions ; elles correspondent à de vrais besoins !

*Collectif des précaires de l'Éducation (CPE - rp)
Soutenu par les syndicats CNT-STE RP et SUD Éducation Créteil*



EXIGEONS, TOUS ENSEMBLE, LA TITULARISATION SANS CONDITION DES PERSONNELS PRÉCAIRES

CAE-CAV : l'avenir incertain

Le plan Borloo, dit « de cohésion sociale », prévoyait un « retour à l'emploi durable » à l'issue d'un contrat aidé. Mais la réalité est tout autre ! Les premières synthèses de la DARES (sorties en août 2008) démontrent que 6 mois après la fin d'un CAE, plus de 50 % des collègues sont au chômage ou en inactivité. Pour les CAV, ce sont plus de 61 % qui sont dans la même situation ! Le taux « d'insertion dans l'emploi durable » est de 23 % pour les CAE, de 16 % pour les CAV !

« Accompagnement » dans l'emploi, quel accompagnement ?

La formation est censée être obligatoire pour les collègues en Contrat d'Avenir. Mais de quelle formation parle-t-on ? Le plus souvent, l'employeur fait cocher la case « Adaptation au poste » en « interne » et le tour est joué ! Les plus « chanceux » ont le droit au stage GRETA-Geforme, remise à niveau très généraliste, qui ne facilite en rien une insertion professionnelle ! Alors qu'ils

sont embauchés, sous contrat de droit privé, les CAE et les CAV n'ont même pas le Droit au Congé Individuel de Formation (CIF) !

Quel emploi ? Quel salaire ?

Les collègues CAE-CAV sont salariés à temps partiel imposé. Leur salaire est donc, lui aussi partiel ! La loi permet pourtant aux employeurs d'embaucher les CAE à temps complet, mais l'Education Nationale refuse d'en entendre parler !

**LE CPE-RP APPELLE À MANIFESTER ET AGIR CONTRE LA PRÉCARITÉ
LE SAMEDI 29 NOVEMBRE
RENDEZ-VOUS À 13 HEURES 30, MÉTRO SÈVRES BABYLONE**



Élections aux commissions administratives paritaires

LUTTER plutôt que voter....

Le 2 décembre 2008, les personnels de l'Education Nationale seront appelés aux urnes pour élire les « représentants du personnel » aux commissions paritaires. Comme à chaque fois, la FTE-CNT sera la seule organisation syndicale ne présentant pas de candidats et n'appelant pas à voter à ces élections. Dénoncer ces élections ne va cependant pas de soi : à l'heure où la syndicalisation est en chute libre, s'agit-il d'éloigner encore un peu plus les salariés de l'action collective ? Ce n'est pas le fait de voter qui nous révolte (nous votons sans état d'âme lorsqu'il s'agit de prendre une décision ensemble en AG par exemple) mais c'est de penser que le seul résultat de décembre sera le partage des « places », des heures de délégation et de décharge qui feront que nous verrons un peu moins les « syndicalistes » sur le terrain... Ces élections vont une fois de plus justifier cette plaie du syndicalisme : la cogestion et éloigner un peu plus les personnels de la défense collective de leurs intérêts.

Un vernis démocratique

« Paritarisme » : le mot sert à désigner la gestion paritaire du système (autant de représentants des personnels que de l'employeur). A première vue, une garantie de démocratie et d'égalité, généreusement octroyée par l'État... mais qu'en est-il vraiment ? Les personnels qui travaillent chaque jour, qui éduquent, qui sont sur le terrain ne représentent au bout du compte que 50% des membres de ces commissions. L'État s'accorde généreusement les 50 % restant ! Au nom de quoi, de qui ? Pourquoi devrions-nous partager quoi que ce soit avec des personnes qui ont des intérêts contraires aux nôtres ? Ceux-ci sont

d'ailleurs souvent liés à des considérations budgétaires bien éloignées de la réalité de nos besoins ! Ceux qui n'ont rien en commun s'associent autour d'une table pour un simulacre de négociation afin que ce soit toujours, au bout du compte, l'administration qui décide... Aussi, dans ce cadre tronqué des 50/50, la seule chose que peuvent obtenir « nos représentants », c'est ce que l'administration veut bien donner... La ficelle est un peu grosse...

Rien pour nous, tout pour tous !

La CNT, tout en refusant d'en passer par le moule de la cogestion, combat pour l'extension des droits syndicaux, monopolisés par les syndicats institutionnels, pour tous les syndicats, tous les

collectifs, coordinations, assemblées... Notre action de terrain a montré que nous pouvions construire une représentativité de fait et un rapport de forces favorable aux salariés par la lutte et la mobilisation sur des cas individuels comme collectifs. Le combat que nous voulons mener est surtout celui pour l'auto-organisation des luttes, pour l'autonomie non seulement du mouvement syndical mais aussi du mouvement social. Nous sommes de ceux qui n'attendent rien de cette parodie de démocratie. Le bilan de ces dernières années de luttes de la CNT aux

côtés des salariés, titulaires comme précaires, démontre qu'il y a bien une vie syndicale après les élections et que c'est celle-là que nous voulons vivre avec vous...



VOTER UTILE, c'est voter la lutte et la grève !

POURQUOI NOUS LUTTONS AUX CÔTÉS DES SANS PAPIERS ?

Si nous luttons au côté des sans-papiers, hommes et femmes, avec ou sans travail, pour leur régularisation, c'est parce qu'avec ou sans papiers, nous subissons tous la même exploitation, parce que accepter leur sort aujourd'hui c'est accepter nos conditions de vie de demain. L'économie libérale a pour condition nécessaire à son bon fonctionnement, la mise en concurrence des travailleurs du monde entier. La décision de priver les personnes de papiers permet de garder une pression sur l'ensemble des ouvriers et de garantir les profits de secteurs entiers de l'économie.

LES PROCHAINS RENDEZ-VOUS

Dimanche 16 novembre 2008, 16h : (Détails page 4)
Projection - Débat : « sans papiers », Quel statut ? Quelle lutte ?
Film au programme : UN HOMME IDEAL, Sylvain George, 2007
33 rue des Vignoles, Paris 20e (Métro Avron, ligne 2)

Dimanche 14 décembre 2008, 16h :
Projection - Débat : LIP
33 rue des Vignoles, Paris 20e (Métro Avron, ligne 2)

NOUS CONTACTER

CNT Syndicat des Travailleurs de l'Education 92
33 rue des Vignoles, 75020 PARIS
mail : ste92@cnt-f.org
site : www.cnt-f.org/fte



PROJECTION - DEBAT

« SANS PAPIERS », quel statut, quelles luttes?

UN HOMME IDEAL, Sylvain George

Noir et blanc, 22 min., France, Série contre feux n°4, Image: François Tchernia, Sylvain George;
Son: S. George; Montage: S. George.

Production/ Distribution: NOIR PRODUCTION 2007

Un homme marche dans la ville. Paris. Monsieur K. A l'instar des 30 000 familles qui ont placé leur dernier espoir dans la circulaire de Monsieur S., Monsieur K. attend, attend et attend...

Au cours de cette attente, on découvre un visage pétrifié, celui d'une société française en état de guerre...

N'ENTRE PAS SANS VIOLENCE DANS LA NUIT, Sylvain George (Image, montage, son)

Noir et Blanc. 20 mn. NOIR PRODUCTION 2005-2007 (noirproduction@no-log.org)

La rage au cœur. De plein fouet. Gueules ouvertes. Rafles. Octobre 2005.

Un quartier de Paris se révolte, spontanément. Gestus Historique qui renvoie aux luttes populaires les plus belles, les plus ténues, les plus fragiles : esclaves de Spartakus, insurgés de la Commune, noirs et latinos américains...

Premier film sur les rafles en France.

NO BORDER (Aspettavo Che Scendesse La Sera), Sylvain George

Super Huit. Noir et Blanc. 23 mn. NOIR PRODUCTION 2005-2007.

Paris, ville ouverte. De jeunes migrants Irakiens, Afghans, Iraniens errent dans les rues, entre soupes populaires et camps de fortune. Un mouvement d'émancipation advient: redéfinir le concept de révolution par un nouveau concept d'Histoire.

La projection sera suivie d'un débat animé par des intervenants du réseau TERRA, du 9^{ème} Collectif de Sans-Papiers et d'autres invités.

LE DIMANCHE 16 NOVEMBRE, 15h00

au 33 rue des Vignoles, 75020 PARIS METRO AVRON

Avec la présence du réalisateur : Sylvain George

